

5 - L'ARGENT

Ecrit après la guerre par Aimé Pupin, l'un des responsables des camps

: « Janvier 1943

Comme il n'est pas question pour nous de refuser ceux qui se présentent, c'est la course à l'argent. Tous nos camarades collectent pour les camps du Vercors : dans leurs familles, dans leurs entreprises, dans leurs usines. Les billets de cinq francs s'ajoutent ainsi à ceux de dix, parfois de cent, plus rarement de mille. Chacun fait ce qu'il peut. Le docteur Katz m'amène des fonds, ainsi que Michel. Benoît me fait connaître Rosenfeld et Lévy qui m'assurent à eux deux, par leurs relations, vingt mille francs par semaine. Cela est bien mais n'est pas suffisant. Et nous sommes désolés de ne pouvoir développer nos camps aussi vite qu'il le faudrait »

« Février 1943

Les gars affluent et l'argent devient rare. Tous mes camarades et moi sommes en quête d'argent, mais plus on avance dans le temps, plus les bourses sont dures à délier. Vie dure, car le ravitaillement manque et pour nourrir la famille, la paie ne suffit plus.

C'est à la fin février que Yves Farge, venu voir le Dr. Martin, demande à contacter « Franc-Tireur » à Grenoble et à être mis au courant de nos travaux. Nous nous rencontrons chez le docteur Martin, à la nuit, et nous lui donnons connaissance de tous nos travaux et de nos difficultés financières.

Il nous demande de tenir encore quelque temps. Il rentre à Lyon et va mettre Londres au courant de nos efforts, et il tâchera de nous avoir de l'argent. Je l'aurais embrassé, car cette obsession d'argent nous gênait aux entournures et nuisait à notre travail. »

« Mars 1943

Le premier jour de mars arrive avec Farge nanti du premier versement de Londres. Ouf.

On collecte dans les familles, sur les lieux de travail ; les relations fortunées sont mises à contribution. On ira même jusqu'à vendre des vignettes de soutien, un peu comme les timbres antituberculeux de notre enfance, à la différence que le porte à porte devait être plus prudent et plus discret et que la collecte n'était pas faite par les enfants des écoles.

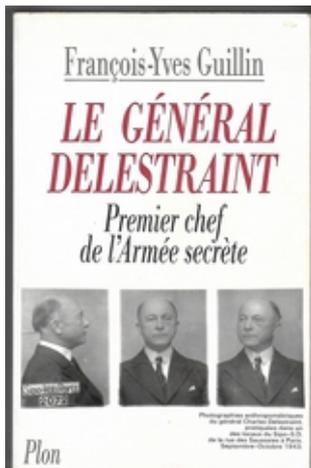
Enfin, Yves Farge, journaliste au « Progrès » de Lyon, qui a le contact avec Jean Moulin, obtient une aide financière de la France Libre. François-Yves Guillin, auteur d'un livre sur le général Charles Delestraint, premier chef de l'Armée Secrète, y chiffre ainsi les remises de fonds début 1943 à l'organisation Vercors :



Aimé Pupin

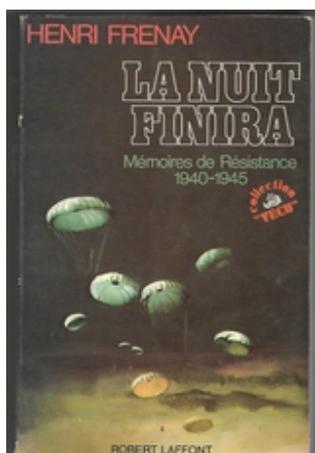


Yves Farge



« 25 000 F le 28 janvier par Max [pseudonyme de Jean Moulin] : son secrétaire Cordier leur remettra : le 18 février, 1 167 000 F ; 1 200 000 F en mars ; 1 663 000 F en avril, 554 750 F en mai. »

Ce qui fera dire par Henri Frenay, fondateur du mouvement Combat, avec une certaine amertume, dans ses mémoires :



« [...] lorsque Max [Jean Moulin] nous refusait tout subside pour les maquis, il en était un qu'à la même époque il finançait. Comme les autres celui-ci était encore à ses débuts. Il recevait néanmoins à lui seul un budget égal au tiers du budget de Combat tout entier. »

Michel Pirat, de l'association ERRA, m'a expliqué que de l'argent était parfois parachuté avec un agent clandestin. Il a eu le témoignage de Jean Cendral, radio de la Résistance sur Vinay puis en Vercors qui a eu sur lui de l'argent qu'il a porté à Lyon pour Jean Moulin. Il m'a dit aussi que, lors des parachutages, le responsable Section Atterrissages Parachutages, au sol, faisait rechercher en priorité le container avec un marquage spécial, se le faisait apporter et c'est lui qui l'ouvrait. Une recherche méthodique était pratiquée et il y a eu peu de pertes. Ce qui n'empêche pas, de nos jours encore, des rumeurs d'enrichissements suspects de certains membres d'équipes de récupération. Mais l'histoire ne dit pas si ces rumeurs émanent de résistants ou de personnes qui, les nuits de parachutage étaient, elles, dans leur lit.

Et pourtant les dons des amis de Franc-Tireur, des israélites de la station de Villard, des milieux juifs de Grenoble relancés par le docteur Katz, la vente de vignettes de soutien, les comptes maquillés de telle mairie qui aidait "son" camp, les allocations de Londres, tous ces efforts, toute cette organisation étaient souvent trop justes, insuffisants, et il fallait bien parfois se procurer le nécessaire sans le payer. Ou en remettant au fournisseur des bons remboursables à la Libération, et qui, généralement, seront honorés.

Plus tard, lorsque la République a été rétablie en Vercors, alors que le massif commençait à être harcelé par les troupes allemandes, la Résistance a tenu à officialiser sa gestion financière. Ainsi, le fondé de pouvoirs du Trésorier Payeur Général de la Drôme a transporté et remis au percepteur de Die neuf millions de francs. Gilbert François, fonctionnaire du Trésor à la perception de Die et résistant du

Vercors en témoin dans « *Le Pionnier du Vercors* » :

« Ainsi le percepteur de Die devenait comptable principal de deniers publics destinés à la Résistance pour régler les dépenses ordonnancées par les représentants de la France libérée : le Commissaire de la République Grégoire (Yves Farge) et le Président du Comité de Libération Cinq-Mars (Alphandéry).

La légalité, provisoire, ainsi établie, on paya des allocations aux familles de militaires engagés volontaires, des réquisitions de vivres, de véhicules, de médicaments ; on paya les fonctionnaires en place ; bref, on assura le fonctionnement normal des services publics et de l'armée ».

Mais à partir du 21 juillet, les Allemands mettent fin à la brève résurrection de la République et le percepteur cache le contenu du coffre-fort dans une vieille lessiveuse qui traversera intacte les événements.

Et Gilbert François termine ainsi son article dans « *Le Pionnier du Vercors* » :

« Le calme revenu, 8 300 000 F réintégraient l'actif du Trésor Public et César Olivier [le percepteur de Die] demandait quitus des 700 000 F de dépenses payés sur mandats signés Grégoire, Cinq-Mars ou leurs délégués.

Il a fallu cinq ans pour que la Cour des Comptes accorde le quitus. Les lois de l'Etat français [de Vichy] s'appliquaient sur tout le territoire en juin, juillet, août 1944, le percepteur aurait dû réfuter leurs qualités d'ordonnateurs à Grégoire et à Cinq-Mars, et n'obtempérer qu'aux mandatements du sous-préfet nommé par Vichy.

C'est dire que la république éphémère du Vercors n'a, juridiquement, jamais été reconnue comme telle. »

Sans commentaire...

Pour terminer, une petite anecdote à trois sous. Un jour d'été, sur les crêtes des Carteaux qui dominant la vallée de l'Isère, André Arnaud, Alphonse Riband et Marc Serratrice nous racontaient combien le temps, ici, leur avait parfois paru long en pensant à leurs familles, loin en bas. Marc Serratrice, appuyé en arrière sur ses mains, sent tout à coup quelque chose sous ses doigts : une pièce de monnaie du temps de Vichy... peut-être perdue par lui-même, ici, cinquante années auparavant.